

ACTION URGENTE

IL FAUT DÉTERMINER OÙ SE TROUVENT LES MINEURS ET MINEUSES DISPARUS

Vingt-huit mineurs et mineuses informels travaillant dans une mine d'or sont portés disparus au Venezuela, dans la ville de Tumeremo de l'État du Bolivar. Leurs proches et d'autres membres de la communauté pourraient être en danger.

Les proches de **28 mineurs et mineuses informels** travaillant dans une mine d'or de la ville de Tumeremo, dans l'État de Bolivar dans le sud-est du Venezuela, ont signalé leur disparition depuis le 4 mars. On ignore toujours tout de leur sort. Selon leurs déclarations dans la presse, les proches de ces personnes pensent que les membres de leur famille ont été attaqués par un gang qui souhaitait prendre le contrôle de la mine d'Atenas, où un vaste gisement d'or a récemment été découvert. Les rescapés de l'attaque ont déclaré à la presse que les assaillants avaient abattu les 28 mineurs et mineuses informels portés disparus, démembré leurs corps et forcé les survivants à charger les corps dans une camionnette. Ils ont également indiqué qu'ils avaient reçu des menaces de mort exigeant qu'ils gardent le silence. Ils ont d'autre part déclaré que certains des assaillants faisaient partie du Service bolivarien d'intelligence nationale (SEBIN) et de l'Unité d'enquêtes scientifiques, pénales et criminalistiques (CICPC).

Depuis le 5 mars, les proches des personnes portées disparues et d'autres membres de la communauté bloquaient la route à Tumeremo pour exiger qu'une enquête soit menée afin de déterminer ce qui est arrivé aux membres de leur famille. Le 10 mars, des militaires ont été déployés à Tumeremo et tous les manifestants ont été dispersés.

La première réaction du gouverneur de l'État a été de nier qu'un massacre avait eu lieu. Cependant, l'Assemblée nationale a créé une commission chargée d'enquêter sur ces événements. Le bureau de la procureure générale a chargé deux procureurs de diriger l'enquête sur cette affaire et a demandé que des mesures de protection soient mises en place pour deux des proches des personnes disparues. Le ministre de l'Intérieur et le médiateur se sont rendus à Tumeremo et ont déclaré que les forces armées dirigeaient l'opération de ratissage visant à retrouver les personnes disparues. Les autorités n'ont pas encore communiqué les résultats des enquêtes en cours.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour retrouver les 28 mineurs et mineuses informels de la mine d'or portés disparus ;
- engagez-les à assurer la protection des rescapés de l'attaque signalée et celle des proches des personnes portées disparues, dans le respect de leurs souhaits ;
- exhortez la procureure générale à diligenter sans délai une enquête minutieuse et impartiale sur ces événements et à en traduire les responsables présumés en justice.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 21 AVRIL 2016 À :

Ministre de l'Intérieur et de la Justice

Gustavo González López
Ministerio del Poder Popular para
Relaciones Interiores, Justicia y Paz
Av. Urdaneta, Edificio Interior y Justicia
Caracas, Venezuela
Fax : +58 212 506 1558
Courriel : mijcudecon@gmail.com

Formule d'appel : Señor Ministro/

Monsieur le Ministre,

Procureure générale de la République

Dra. Luisa Ortega Díaz
Edificio Sede Principal del Ministerio
Público, Esquinas de Misericordia a Pele
El Ojo Avenida México
Caracas, Venezuela
Fax : +58 212 578 3239
Courriel : ministeriopublico@mp.gob.ve

Formule d'appel : Dra. Fiscal, /

Madame la Procureure générale,

Copies à :

Médiateur

Tarek William Saab
Defensor del Pueblo
Av. Urdaneta - Frente a El Universal
Centro Financiero Latino, Piso 27
Caracas, Venezuela
Fax : +58 212 507 7025
Courriel : contacto@defensoria.gob.ve

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Venezuela dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

ACTION URGENTE

IL FAUT DÉTERMINER OÙ SE TROUVENT LES MINEURS ET MINEUSES DISPARUS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Selon les estimations officielles, l'État de Bolivar abrite la seconde plus grande réserve d'or au monde. D'autres minéraux tels que le coltan, la bauxite et l'aluminium sont également abondants dans la région. Cependant, la majeure partie des activités minières ne sont pas régularisées.

Le gouvernement a proposé plusieurs mesures pour lutter contre les activités minières illégales au cours des dix dernières années. En 2014, le gouvernement du président Nicolás Maduro a reconnu que le pays se devait de réglementer ces activités, lorsque la Commission présidentielle pour la protection, le développement et la promotion intégrale de l'activité minière légale dans la région (Comisión Presidencial para la Protección, el Desarrollo y Promoción Integral de la Actividad Mineral Lícita en la Región) a été lancée. En janvier 2016, le ministère du Pétrole et des Mines a par ailleurs annoncé qu'il veillerait à ce que les forces armées disposent de suffisamment de moyens pour mettre en œuvre les mesures de lutte contre les irrégularités. Cependant, les activités minières illégales, la montée des gangs armés, la complicité présumée des forces armées dans les activités minières illégales et les affaires d'extorsion dans la région restent source d'inquiétude.

En 2012, dix membres des forces armées ont été condamnés à des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement pour le meurtre de six mineurs dans la région appelée La Paragua.

Selon le maire de la municipalité d'El Callao, l'une des 11 municipalités de l'État de Bolivar, 90 meurtres ont été commis en 2015 et la majorité de ceux-ci étaient liés aux activités minières.

Noms : 28 mineurs et mineuses informels
Hommes et femmes

AU 53/16, AMR 53/3602/2016, 10 mars 2016